

Avenant n° 20 du 21 janvier 2026
aux accords conventionnels départementaux du 20 juin 2012
relatifs à la grille des salaires
(Bouches-du-Rhône)

NOR : ASET2650188M

IDCC : 843

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

GDMABBPBR ;

NSABBP BR,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT ;

FO ;

CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Absence de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu de l'avenant n° 10 du 10 mars 2020 ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visés à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 2 | Modifications des salaires

Les partenaires sociaux, réunis en commission paritaire départementale en date du 16 janvier 2026, ont convenu de porter des modifications à l'article n° 11 des accords conventionnels départementaux du 20 juin 2012 « Grille des salaires ».

Article 3 | Grille de salaire

Les salaires horaires minimums professionnels départementaux, défini par l'article n° 11 des accords conventionnels départementaux du 20 juin 2012 sont fixés ainsi qui suit à compter du 1^{er} janvier 2026.

a) Personnel de fabrication

Coefficient 155 : 12,57 €.
Coefficient 160 : 12,68 €.
Coefficient 165 : 12,80 €.
Coefficient 170 : 12,95 €.
Coefficient 175 : 13,05 €.
Coefficient 180 : 13,15 €.
Coefficient 185 : 13,76 €.
Coefficient 190 : 13,97 €.
Coefficient 195 : 14,10 €.
Coefficient 240 : 15,13 €.

b) Personnel de vente

Coefficient 155 : 12,57 €.
Coefficient 160 : 12,68 €.
Coefficient 165 : 12,80 €.
Coefficient 170 : 12,95 €.
Coefficient 175 : 13,05 €.
Coefficient 180 : 13,15 €.
Coefficient 185 : 13,76 €.
Coefficient 190 : 13,97 €.

c) Personnel de service

Coefficient 155 : 12,57 €.
Coefficient 160 : 12,68 €.
Coefficient 170 : 12,95 €.

Article 4

Cet avenant prendra effet, dès son extension et sera applicable pour toutes les entreprises de boulangeries et boulangeries pâtisseries artisanales du département des Bouches-du-Rhône.

Article 5

Les parties signataires du présent avenant conviennent de procéder par les moyens les plus diligents, à l'extension du présent avenant, afin de le rendre applicable dans tous les établissements concernés du département (art. 2261-23-1 du code du travail).

Fait à Marseille, le 21 janvier 2026.

(Suivent les signatures.)